

CHOISIR NOTRE EUROPE



Réorienter
l'Europe

Emmanuel Maurel



« Il faut ajouter
l'égalité à notre bannière
européenne »

Isabelle Thomas, tête de liste aux élections européennes

1000 milliards
d'évasion fiscale
en Europe
par an !



STOP AU
DUMPING
SOCIAL !

PAR NOTRE VOTE
IMPOSONS UNE NOUVELLE
CROISSANCE



Investir dans
des grands
projets
européens



UN JEUNE SUR
QUATRE AU
CHÔMAGE !



Le 25 mai, un seul jour, un seul tour,
pour élire vos députés européens

www.choisirnotreeurope.fr

ELECTIONS EUROPÉENNES

25 MAI 2014

QUEST



L'INTERVIEW
D'ISABELLE THOMAS
TÊTE DE LISTE DU PARTI SOCIALISTE
DE LA CIRCONSCRIPTION OUEST



BIO EXPRESS

Longtemps conseillère régionale de Bretagne, elle a travaillé sur la pêche et les politiques alimentaires, la lutte contre les pollutions maritimes, le développement et la régulation du transport maritime, la transition énergétique et les énergies marines renouvelables. Elle est députée européenne depuis 2012.

« **IL FAUT AJOUTER L'ÉGALITÉ À NOTRE BANNIÈRE EUROPÉENNE** »

Pourquoi et Comment et réorienter l'Europe aujourd'hui ?

Parce qu'on a volé l'Europe aux citoyens. Les marchés financiers, les grandes firmes se sont accaparés l'Europe à leur profit. Pourtant, l'Union européenne peut être la solution aux problèmes économiques et sociaux que nous vivons, à condition de changer l'Europe !

Comment ? C'est le programme des socialistes européens. En priorité, nous voulons lutter contre le chômage avec un plan de relance économique. Pour y parvenir, il faudra desserrer l'étouffement du pacte de stabilité. Il faudra trouver des financements notamment par l'instauration d'une taxe sur les transactions financières et la lutte contre l'évasion fiscale. Mais il faudra aussi s'occuper d'urgence de la jeunesse. 23 % des jeunes européens de moins de 25 ans cherchent un emploi.

Comment raviver le rêve européen ?

Pour moi, le rêve européen, celui de sa fondation, c'est d'abord la paix, la tolérance et la fraternité. Désormais nous devons ajouter l'égalité à la bannière européenne. L'absence de standards sociaux européens génère une concurrence sauvage entre les travailleurs. Dans plusieurs pays, il n'y a pas de salaire minimum, ailleurs la protection sociale est infime. Au bout du compte, au nom de la compétitivité, c'est le salarié qui en paye le prix fort. Il faut en finir avec ce dumping social qui dresse les salariés et les peuples les uns contre les autres, et s'atteler à l'harmonisation sociale par le haut. Un salaire minimum et la révision de la directive détachement des travailleurs sont nos priorités.

Vous parlez de croissance bleue : à quels projets correspond ce terme, comment peut-il apporter croissance et emploi dans le respect de l'environnement ?

Une croissance durable et de nouveaux emplois sont à notre portée si nous investissons dans les activités maritimes. Elue de la Bretagne, je travaille depuis 2004 sur les énergies marines et ce que l'on appelle la croissance bleue. Les énergies marines renouvelables, les biotechnologies, les réserves alimentaires en mer représentent un potentiel de 1,6 millions d'emplois supplémentaires. Mais cette nouvelle conquête ne sera bénéfique que si elle s'inscrit dans une ambition sociale et environnementale. Et pour ça, il faut changer de majorité.

« **Il faut en finir avec le dumping social.** »

IL L'A DIT...

« **L'austérité en Europe est une erreur** »

Martin Schulz, président du Parlement européen, candidat à la présidence de la Commission européenne



MARTIN SCHULZ : fermement opposé à la politique d'austérité menée par les conservateurs depuis de trop longues années, son engagement est fondé sur les ambitions claires qui l'ont toujours animé : la justice sociale, l'emploi, la lutte contre le changement climatique et la réforme des marchés financiers. Le 1^{er} mars 2014, Martin Schulz a été élu par l'ensemble des partis socialistes et progressistes européens pour être leur candidat à la Présidence de la Commission européenne.



1 000 MILLIARDS D'EUROS PAR AN D'ÉVASION FISCALE

Mille milliards d'euros par an : c'est la somme phénoménale que représente la fraude fiscale en Europe d'après la Commission. Au total, 20 % du PIB de l'Union européenne échappe à l'impôt. Cette fraude à grande échelle est intolérable, inacceptable en temps de crise. Mille milliards représentent les dépenses annuelles de santé des pays et quatre fois ce qu'ils investissent dans l'éducation. Cette somme permettrait de réduire les dettes des États et de stimuler la croissance. Les pays doivent coopérer pour sanctionner les fraudeurs et mettre fin aux paradis fiscaux.



NOUS VOULONS }

- ⊗ Intensifier la lutte contre l'évasion fiscale, établir une liste noire complète des paradis fiscaux.
- ⊗ Obliger les grandes entreprises à mettre en place une comptabilité pays par pays, instaurer un système d'information automatique des dépôts des non-résidents.
- ⊗ Abolir le secret bancaire et infliger des sanctions lourdes aux contrevenants: retrait des licences bancaires et interdiction d'accès aux marchés publics européens aux établissements présents dans les paradis fiscaux.

Lobbies

Février 2012, des milliers de personnes dans le monde ont manifesté leur opposition à l'accord commercial anti-contrefaçon (ACTA) qui menaçait les libertés individuelles et l'accès aux médicaments génériques avec un risque de désastre sanitaire. Une mobilisation qui a eu pour effet le rejet du traité par le Parlement européen. Cette victoire est celle de la démocratie contre les lobbies. Les contre-pouvoirs ne peuvent être négligés et doivent être écoutés par la Commission européenne.

GOOGLE DOIT PAYER !

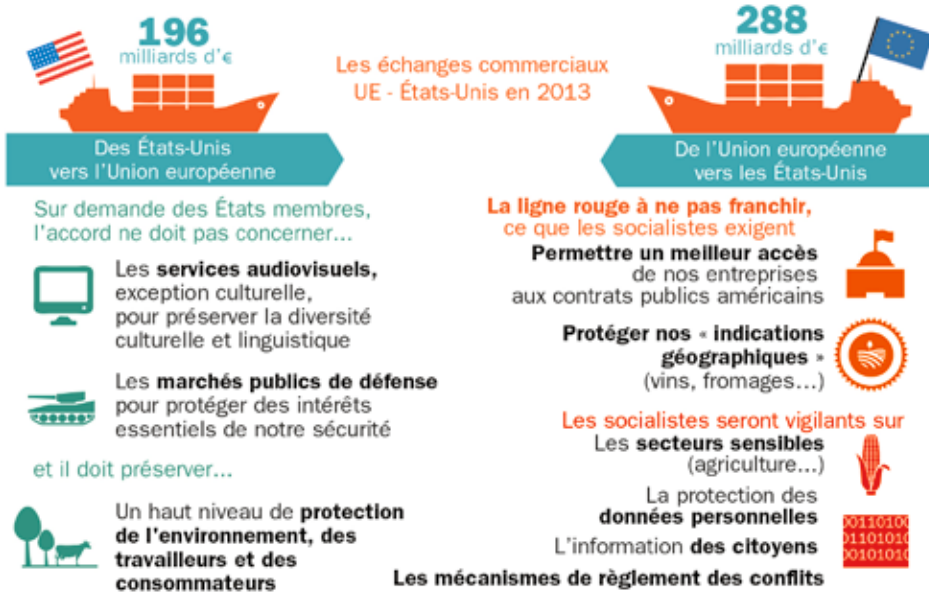
Certains géants industriels, et notamment ceux du numérique, Google, Amazon, Apple, Facebook ou Microsoft sont passés maîtres dans l'art de « l'optimisation fiscale ». Ils échappent ainsi à l'impôt dont ils doivent s'acquitter dans les pays où ils développent leurs activités. Google a réussi l'exploit, en 2011, de ne verser que 3,2 % d'impôts sur les bénéfices réalisés à l'étranger. Comment ? En s'établissant fictivement dans des États à faible taux d'imposition et en utilisant les accords internationaux destinés à éviter une double imposition pour ne pas payer d'impôts du tout ! Face à cette situation, les États, isolés devant la toute-puissance des multinationales, n'ont pas les moyens suffisants pour y mettre fin.

NOUS VOULONS }

- ⊗ Exiger que les entreprises paient leurs impôts là où elles exercent leurs activités.
- ⊗ Contraindre les géants du Web à financer la création et les investissements dans les réseaux numériques dont ils sont les premiers bénéficiaires.

LA NÉGOCIATION UE-ÉTATS-UNIS SE DÉROULERA SUR PLUSIEURS ANNÉES.

Il n'y aucune raison de ne pas discuter avec les Américains si l'accord est avantageux pour les deux parties. Si le Traité ne convient pas aux Européens, ou même aux seuls Français, il ne sera pas signé car, l'accord devra, au minimum, être approuvé par tous les États membres.



JUSTE-ÉCHANGE

Une Europe ouverte, pas offerte

Nos entreprises doivent avoir accès aux grands marchés en expansion rapide d'Asie, d'Amérique et d'Afrique, tout en étant préservées d'une concurrence déloyale qui bafoue les normes internationales, sanitaires, environnementales et sociales. Les traités commerciaux internationaux conclus par l'UE doivent protéger l'accès à notre marché de 500 millions d'Européens, en imposant le respect de nos normes. Nous défendons un juste-échange fondé sur les principes de réciprocité, d'équilibre et de respect de normes internationales. Nous sommes contre le libre-échange généralisé mais aussi contre le repli protectionniste.

Pour un traité social européen

L'emploi et le pouvoir d'achat sont les préoccupations principales des Européens. Elles ne sont pas celles des conservateurs européens qui, aux commandes de l'Union, ne raisonnent qu'en termes de coupes budgétaires et de régression sociale.

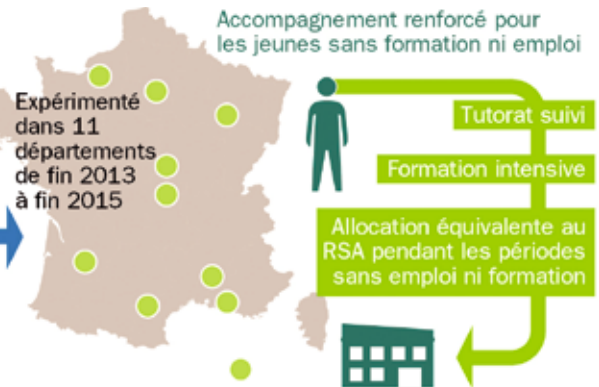
La prochaine étape de la construction européenne doit être celle de la lutte contre le chômage et les inégalités, celle du retour vers une croissance durable. Nous voulons rééquilibrer la construction européenne par l'ajout d'un « traité social européen ». Il imposera le respect d'objectifs d'amélioration des conditions de vie et de travail, de qualité des emplois, de lutte contre les discriminations à l'embauche et dans les rémunérations, de dialogue social et de développement durable. Ce traité garantira à tous les droits du travail, le niveau de protection sociale, le droit syndical et le principe de la clause la plus favorable aux salariés.

«GARANTIE JEUNES» EUROPÉENNE UN JEUNE SUR QUATRE AU CHÔMAGE !

«La garantie jeunes»

Un dispositif mis en place par le gouvernement socialiste en France

Financé par l'Union Européenne



Génération sacrifiée », « ascenseur social en panne »... Quelle que soit l'expression, la situation est inacceptable : 5,5 millions de jeunes européens au chômage, soit un quart des moins de 25 ans. Sous l'impulsion de la France, nous avons obtenu de l'Europe la mise en place de la « garantie jeunes ». Plus de 6 milliards d'euros ont ainsi été débloqués pour que les jeunes se voient proposer un

complément d'éducation ou de formation, un emploi, un contrat d'apprentissage ou un stage dans les quatre mois suivant leur sortie du système éducatif ou la perte de leur travail. Un début significatif mais pas suffisant. En France, le gouvernement teste la « garantie jeunes » dans 11 départements et soutient les programmes d'aide à l'emploi des jeunes : emplois d'avenir, contrats de génération, contrats aidés.

NOUS VOULONS

- Augmenter le financement de la « garantie Jeunes » à 21 milliards d'euros, mieux encadrer les stages.
- Créer un fonds européen d'aide à la mobilité étudiante.
- Étendre Erasmus et Erasmus-Plus à toute la jeunesse, en formation générale ou professionnelle et aux jeunes en recherche d'emploi.



L'INTERVIEW
EMMANUEL MAUREL
 CANDIDAT DU PARTI SOCIALISTE
 DANS LA CIRCONSCRIPTION OUEST

L'ENJEU DU 25 MAI

Une majorité de gauche au
 Parlement européen, c'est possible !
 Le 25 mai, un seul jour, un seul tour.

« DEFENDRE NOTRE ÉCONOMIE C'EST OBTENIR UN JUSTE ÉCHANGE »

BIO EXPRESS

Né en 1973, Emmanuel Maurel est maître de conférence à l'IEP de Paris.

Européen de cœur et de raison, en charge de l'apprentissage, de la formation professionnelle et de l'emploi comme Vice-président de la Région, il souhaite s'engager avec les socialistes du continent pour construire une autre Union, qui mette la coopération et la solidarité au cœur de ses préoccupations.

On entend beaucoup parler de dette : avec quel argent financer les investissements créateurs d'emploi ?

Nous proposons d'augmenter le budget européen par l'affectation de ressources propres comme la taxation des transactions financières. Le Parlement aura à renégocier avec le Conseil ce budget pour accroître ses ressources. Ces investissements doivent être soustraits du calcul des déficits publics. La Banque Européenne d'Investissement doit concourir au financement de la relance européenne. La Banque Centrale Européenne devra, elle, y contribuer via la création d'eurobonds pour soutenir les investissements d'avenir.

Comment lutter contre les

excès de la finance et de l'évasion fiscale en Europe ?

Il est impératif de réguler les activités des marchés financiers. Les eurodéputés ont adopté un rapport pour séparer les activités bancaires de dépôt et de marché. Il nous faut pour cela une agence publique européenne de notation. Avec le PSE nous nous fixons l'objectif prioritaire de réduire l'évasion fiscale de moitié d'ici 2020, ce qui passe par une lutte résolue contre les paradis fiscaux.

Comment comptez-vous développer l'économie européenne et protéger son modèle social dans un monde globalisé et hyperconcurrentiel ?

Nous accorderons la priorité à l'investissement dans

l'innovation, la recherche et la formation. Une politique de grands projets industriels créera des champions européens à l'instar d'Airbus et EADS. Défendre notre économie, c'est obtenir un juste échange en réactivant, dans le cadre des traités, un tarif extérieur commun si nos normes sociales et environnementales ne sont pas respectées. Il faut également un traité social élaboré avec les syndicats et une taxe carbone aux frontières de l'UE. Sur le plan monétaire enfin, la politique de change ne peut plus relever de la seule BCE mais doit faire l'objet d'un contrôle politique afin de rétablir une parité plus équilibrée de l'euro avec le dollar américain, le yuan chinois et le yen japonais.

© D.R. Parlement européen - © Fotolia

Le top 6
 de vos propositions
 pour réorienter
 l'Europe sur
 choisirnotreeurope.fr

 1. L'IVG EST UN DROIT FONDAMENTAL	 2. GOOGLE DOIT PAYER	 3. STOP AU DUMPING SOCIAL	 4. GARANTIE JEUNESSE	 5. EGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES	 6. REFUSER L'AUSTÉRITÉ
--	---	--	---	--	---

Le 25 mai, votons pour la liste « Choisir notre Europe » conduite par Isabelle Thomas



1. Isabelle Thomas



2. Emmanuel Maurel

« Notre région a besoin d'un vrai plan de relance européen par les investissements. »



3. Françoise Mesnard



4. Christophe Rouillon



5. Karine Daniel



6. Marc Coatanea



7. Madeleine Ngombet Bitoo



8. Jean-Louis Belliard



9. Annaïg Le Moël Raflik

Ne pas jeter sur la voie publique.



CIRCONSCRIPTION OUEST

BRETAGNE • PAYS DE LA LOIRE • POITOU-CHARENTES